

## RÉGIONS : Genève, face-à-face avec les mendiants

**Date de parution:** Samedi 22 septembre 2007

**Auteur:** Christian Lecomte

**GENEVE. Les Roms sont de plus en plus nombreux à tendre la main sur les trottoirs des villes suisses. Faux handicapés, vraie misère noire, ils sont souvent la proie de réseaux organisés. Reportage dans les rues et sous les ponts de la Cité de Calvin.**

Tous les matins, accompagné du chat Vanille, le musicien Joseph tourne son orgue de Barbarie devant un Bancomat de la gare de Cornavin. Les gens aiment beaucoup, dit-il. Des passants sont devenus des amis. On lui porte du café, parfois un croissant.

Pour Joseph, tout allait plutôt bien jusqu'au jour où «ils» sont arrivés. «Les Roumains, les Roms, lâche-t-il. Ils prennent nos trottoirs, ils occupent tous les coins stratégiques.»

Joseph a pu cependant négocier: jusqu'à 10h, on lui fiche la paix. «Mais à 10h01, un estropié prend la place.» Il rit: «Faux estropié, je devrais dire! En ce moment, la camionnette les dépose du côté de Rive. Distribution de béquilles et puis ils se dispersent rue de Carouge, sur les ponts et par ici.» Clin d'œil: «Ce sont de faux boiteux, ils liment la semelle de leurs chaussures pour marcher tordus.»

«Ils ont sorti leurs couteaux pour nous déloger»

Accusation un peu rapide? Réponse de Caroline, une autre «habitante» de la rue qui a posé son «gobelet de la charité» place de Saint-Gervais: «Ils ont sorti leurs couteaux pour nous déloger du Molard. Le plus grave, c'est que les Roms font tellement bien semblant d'être handicapés que les gens ont pitié. Je les ai vus l'hiver dernier dans l'abri de la protection civile, c'est eux qui courent le plus vite pour avoir les meilleurs lits, plus besoin des béquilles.»

François Xavier, responsable de l'accueil de nuit à l'Armée du Salut, chemin Galiffe, confirme: «J'ai un test pour démasquer celui qui simule. Je l'assois dans le réfectoire, je pose ses béquilles dans un coin puis, sous le prétexte qu'elles gênent le passage, je les éloigne. A la fin de l'entretien, le gars va les récupérer sans claudiquer.»

Le conseiller administratif radical Pierre Maudet indique de son côté: «Ce que rapportent nos services corrobore l'idée qu'un véritable réseau existe, des camionnettes immatriculées 74 ou 01 les lâchent dans nos rues. Cette mendicité est donc loin d'être spontanée.»

Faux mendiants, réseaux, commerce de la charité. Toutes les grandes villes d'Europe observent ces bandes organisées venues de Roumanie, de Bulgarie, de Hongrie. Schengen est passé par là, qui a ouvert les frontières.

Les Roms sont désormais citoyens européens. Tous pauvres mais parfaitement «encadrés» par quelques très riches qui gèrent les trottoirs «de l'Ouest». On pose là les gosses laveurs de pare-brise, les vrais et faux handicapés, les accordéonistes, les pickpockets, les filles poussées à se vendre sur les chantiers, les femmes lasses coiffées de fichu, leur bambin en chiffon sur les genoux, un de ces enfants «qui ne se réveillent jamais» à coups de sirop calmant.

Pas de statistiques

Genève connaît cela aussi. De plus en plus. Ils sont nombreux en ce moment. Pas de chiffre cependant. La police genevoise a cessé de tenir des statistiques. Les instructions sont formelles: «On ne verbalise plus et on ne contrôle pas plus que les autres ressortissants.»

Depuis juillet, faire la manche n'est plus amendable à Genève. La décision a suscité la controverse et irrite bon nombre de formations politiques telles que le PDC, le Parti libéral et bien sûr l'UDC, qui réclament un renforcement des patrouilles «pour éloigner ces intrus qui importunent passants et commerçants».

Un plan mendiants est à l'étude. D'ici à fin septembre, le ministre socialiste Laurent Moutinot devrait engager des discussions, notamment avec les forces de l'ordre.

Contraventions remboursées

Par ailleurs, les contraventions ont commencé à être remboursées aux mendiants. Huit cents amendes avaient été infligées pour un montant de 86000 francs. Seul un millier de francs ont été véritablement encaissés. Ils pourraient retourner dans les poches de ceux qui en font la demande.

L'information a circulé, paraît-il, jusqu'à Bucarest. Beaucoup de Roms remontent aussi de la région lyonnaise. Un bidonville a été évacué cet été, à Vénissieux: 223 d'entre eux ont plié bagage. Une centaine ont sollicité la procédure française de retour volontaire (153 euros par adulte, 46 par enfant).

Les autres ont pris la route, notamment vers la Suisse. Ils gardent un statut de touristes valable trois mois. «Chez eux, ils gagnent au mieux 3 francs par jour, chez nous au pire 10 francs, faites le calcul», souligne l'avocate Doris Leuenberger qui est aussi membre de l'association d'entraide Mesemrom.

Les clients roms roumains de l'avocate ont obtenu le remboursement par la police de 7035,90 francs. Une victoire pour celle qui fut aussi la présidente de la section genevoise de la Ligue des droits de l'homme. «Ils sont discriminés en Roumanie, pas beaucoup mieux traités ici. La police les contrôlait à 2 heures du matin sous les ponts; les services sociaux ne les voulaient pas. On sanctionne les pauvres d'être pauvres», s'insurge-t-elle.

Pour l'avocate, les réseaux de la mendicité certes existent mais demeurent marginaux.

L'immense majorité des Roms de nos villes seraient des gens livrés à eux-mêmes, plongés dans la misère noire. Rencontre avec Mirela, 28 ans, un enfant. Le midi, elle mange parfois au Club social de la rive gauche.

«Ici, ça va. On peut manger, s'habiller et se laver»

«J'ai pris le bus avec mon mari et le petit, raconte-t-elle. En Roumanie, on nous crache dessus. On a vécu à Milan sous un escalier dans la gare mais il y avait trop de violences. Ici, ça va. On peut manger, s'habiller, se laver et même (elle sourit) aller chez le coiffeur.» Son mari récupère de la ferraille. Où dort-elle? Un geste qui balaie au loin. Ne jamais trop en dire. «L'échange verbal est toujours difficile, ils ne donnent que très peu d'infos, confie un médecin de l'Hôpital cantonal. Quand l'un des leurs est très malade, ils viennent consulter. On leur fixe un rendez-vous pour un suivi mais on ne les revoit jamais.» Population fuyante, volatile.

Crainte séculaire, défiance de tous les instants.

Philippe Bossy, des Services sociaux de la Ville, dément que les Roms soient exclus des cellules d'accueil: «Nos abris PC sont ouverts à tous mais ils ne comprennent pas que le nombre de nuitées est limité. Au-delà de dix, il faut céder la place aux autres et aller ailleurs.»

Ailleurs? L'Armée du Salut, par exemple, mais cela coûte 15 francs la nuit. Trop cher.

Ailleurs, c'est sous les ponts. Passerelle de l'Ecole-de-Médecine: un dortoir sordide sur chaque berge. Plusieurs dizaines de personnes dorment là.

Xénophobie anti-Roms

Des matelas empilés, de la récupération: télévisions, chaînes hi-fi, micro-ondes, poussettes d'enfant, bureau d'école. Un type remonte la berge. Un véhicule immatriculé en Roumanie l'attend avec deux hommes à l'intérieur. Ils ne parlent pas aux journalistes. L'auto démarre vite.

Quelqu'un pourtant consent à en dire un peu plus. Elle s'appelle Daniela, a 27 ans, est étudiante en sciences de l'éducation. La seule Rom de l'Université de Genève. Elle est venue seule en Suisse. Courageuse, volontaire, fière.

Elle évoque pêle-mêle la xénophobie anti-Roms, les camps de concentration nazis, la sédentarisation forcée sous le communisme et puis les crimes racistes après la chute de Ceausescu.

«Mon père était ouvrier mais j'ai pu aller à l'école, se souvient-elle. A l'époque, j'avais un sentiment de honte d'être née Rom à cause des préjugés, mais à 20 ans j'ai rencontré une association qui défend les Roms, j'ai commencé alors à faire le chemin inverse, à revendiquer mon appartenance à mon ethnie.»

«Il y a urgence, mais on en rigole»

L'an passé, elle a visité l'Inde, berceau du peuple rom. Elle a exposé ses photographies dans le grand hall d'Uni-Mail. Que pense-t-elle de ceux qui tendent la main?

«Quand les Roms partent, c'est pour chercher du travail, assure-t-elle. La mendicité, ce n'est pas un métier; eux-mêmes qui font la manche à Genève m'ont dit qu'ils trouvaient cela indigne. C'est le sentiment d'oppression, la précarité qui y poussent. Il y a une situation d'urgence mais on en rigole, je ne sais pas pourquoi.»